



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

ISF

Question au Gouvernement n° 1383

Texte de la question

ISF

M. le président. La parole est à M. François Ruffin, pour le groupe La France insoumise.

M. François Ruffin. Rendez l'ISF d'abord, monsieur le Président ! Dès votre entrée à l'Élysée, vous en avez fait la priorité des priorités : enrichir les riches. Allaient-ils dormir sous les ponts, vos amis de chez Rothschild ? Risquaient-ils la soupe populaire, vos mécènes millionnaires ? Il faut le croire.

Vous avez donc offert 5 milliards d'euros sur un plateau aux nouveaux seigneurs, à vos donateurs, aux maîtres de la pharmacie, aux maîtres de la téléphonie, aux maîtres de la chimie, aux maîtres des start-up.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. Éric Straumann. Ça ruisselle !

M. François Ruffin. Dans la foulée, à votre bande organisée, vous avez délivré la *flat tax*, et l'*exit tax*, et le secret des affaires, et le CICE doublé. C'était l'urgence sociale, à n'en pas douter : tout pour ceux qui ont tout et rien pour ceux qui ne sont rien.

Les grandes familles peuvent vous remercier. Elles étaient déjà repues ; vous les avez gavées. En un an, leur patrimoine a bondi de 14 % – en douze mois, douze mois seulement, en douze mois de travail acharné, car c'est un vrai métier, de privilégier les privilégiés. Ah, c'est une rude tâche, de favoriser les favorisés (*applaudissements sur les bancs du groupe FI*), d'expliquer sans cesse à un peuple ignare et geignard que c'est pour le bien de la patrie, pour la compétitivité du pays.

Car en même temps, en même temps, avec audace, vous allez partout réclamant des sacrifices. Aux retraités, vous imposez une hausse de la CSG, et vous plaidez : « C'est pour mieux payer les travailleurs ». Mais ils vous répondent quoi, tous en chœur ? « Rends l'ISF d'abord ! »

Chez les locataires, les étudiants, les modestes, vous avez gratté 5 euros d'APL. Mais que murmurent-ils tous, même dans le silence de leur conscience ? « Rends l'ISF d'abord ! »

Vous augmentez les taxes sur l'essence, et que vous crient les automobilistes, avec ou sans gilets jaunes ? « Rends l'ISF d'abord ! »

C'est toute la France qui, aujourd'hui, de la Lorraine aux Ardennes, dans la rue ou dans les sondages, vous le répète : « Rendez l'ISF d'abord ! » (*Mmes et MM. les députés du groupe FI répètent avec l'orateur : « Rendez l'ISF d'abord ! ».* – *Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR ainsi que sur plusieurs bancs du*

groupe SOC.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur Ruffin, les figures de style et les tentatives d'alexandrins n'enlèveront rien à la vacuité de votre propos. *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

M. le président. Écoutez M. le secrétaire d'État !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Quand vous allez dans votre circonscription et que vous vous adressez à vos électeurs, au cours d'échanges que vous vous plaisez à raconter dans une mise en scène qui relève plus de la dramaturgie que de la réalité,... *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Sébastien Jumel. Respect !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...est-ce que vous leur dites que nous avons augmenté la prime d'activité ? Est-ce que vous leur dites que nous augmentons le minimum vieillesse ?

M. Stéphane Peu. Ils sont trop bêtes pour comprendre !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Est-ce que vous leur dites que nous augmentons l'allocation aux adultes handicapés ? Est-ce que vous leur dites que leur salaire net a progressé parce que nous avons baissé les cotisations salariales ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.– « menteur ! » sur les bancs du groupe FI.)*

Est-ce que vous leur dites, parce qu'ils sont nombreux à profiter de cette mesure dans votre département, que la taxe d'habitation a baissé pour 80 % des Français ? Est-ce que vous dites que nous injecterons 2,2 milliards d'euros supplémentaires l'année prochaine dans le financement de l'hôpital public ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Mme Danièle Obono. Mensonges ! Mensonges !

M. le président. Madame Obono, écoutez la réponse !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Je vais vous donner la réponse, monsieur Ruffin : vous ne le leur dites pas, et ce pour trois raisons.

La première raison pour laquelle vous ne voulez pas le leur dire, c'est que cela vous obligerait à assumer ce que mon collègue François de Rugy a mis à jour : le fait que votre groupe ait déposé un amendement visant à augmenter la taxe sur les carburants de 500 millions d'euros. *(Mmes et MM. les membres du groupe LaREM se lèvent et applaudissent.)*

La deuxième raison pour laquelle vous ne voulez pas leur dire, c'est que cela vous obligerait à assumer que vous n'avez pas voté les mesures en faveur des plus fragiles, que vous n'avez pas été aux côtés des plus fragiles et des plus vulnérables.

Enfin, la dernière raison, c'est que, si jamais vous leur disiez, cela enlèverait beaucoup trop à la démagogie de votre propos. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. François Ruffin](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1383

Rubrique : Impôt de solidarité sur la fortune

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [14 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 novembre 2018](#)